

Elections Législatives du 12 Mars 1978



PARTI SOCIALISTE

Soutenu par le MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE

ANDRÉ LAIGNEL

35 ans, marié, un enfant

- **Universitaire**
- **Docteur en Droit**
Diplômé d'Etudes Supérieures de Doctorat en
Science Politique
Diplômé d'Etudes Supérieures de Doctorat en Droit
Licencié en Droit
- **Conseiller Général de l'Indre**
Membre de la Commission des Finances
Rapporteur de la Commission des Affaires Economiques
- Premier secrétaire de la Fédération Socialiste
de l'Indre
- Membre du **Comité Directeur National**
du Parti Socialiste
- **Délégué Général du P. S.**
- **MAIRE D'ISSOUDUN.**



Dr Claude FOURNIER

39 ans, marié, quatre enfants

- **Docteur Vétérinaire**
- **MAIRE D'EGUZON-CHANTOME**
Président du Syndicat Intercommunal des Eaux
du Val de Creuse
Président du Syndicat Intercommunal du Lac de Chambon

- Parce que André LAIGNEL et Claude FOURNIER sont les **seuls à pouvoir battre la droite** ;
- Parce qu'ils symbolisent **le renouveau** dont l'Indre a besoin ;
- Parce que **c'est le premier tour qui sera décisif**,

VOTEZ, DES LE 12 MARS, pour les CANDIDATS SOCIALISTES,**Pour un changement réel****Pour la Victoire de la Gauche**

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Chacun sent bien que l'aspiration au changement est de plus en plus puissante, que les Citoyens ne veulent plus, dans leur immense majorité, de la politique d'injustice sociale, d'impuissance économique, de violence et de désordre qui est celle des équipes qui depuis tant et tant d'années nous gouvernent.

1978 doit être l'année du changement.

Notre pays est dans une situation économique grave : chômage, inflation, déficit de la balance commerciale de la France... Il n'est pas possible de laisser à la tête du pays ceux qui l'ont plongé dans la crise et dont l'action principale au cours des années passées a été d'enrichir les riches alors que les catégories sociales les plus défavorisées étaient de plus en plus touchées par les sacrifices qui leur ont été imposés.

Pour notre Département le bilan de la Droite au pouvoir depuis vingt ans est accablant :

- une dépopulation accélérée, entraînant la désertification du milieu rural ;
- des emplois en nombre de plus en plus restreint et de moins en moins qualifiés ;
- une agriculture en crise, à l'avenir incertain ;
- un artisanat, un commerce, des petites et moyennes entreprises en difficulté ;
- des revenus, tant salariaux qu'agricoles, parmi les plus faibles de France...

Devant une telle situation, ce n'est pas dans cinq ans ou plus tard, que peut et doit se produire le changement, **C'EST MAINTENANT !**

LA JUSTICE SOCIALE

Les engagements du Parti Socialiste, sur la base du Programme commun, sont clairs. Une première série de mesures immédiates aura pour but d'améliorer le sort des plus défavorisés, d'instaurer plus de justice sociale :

- S.M.I.C. à 2.400 francs ;
- Allocations familiales augmentées, dès la première année, de 50 % (deux augmentations de 25 %) et versement dès le premier enfant ;
- Gratuité totale de l'enseignement ;
- Minimum vieillesse porté à 1.300 francs par mois immédiatement et augmenté régulièrement pour atteindre 80 % du S.M.I.C. ;
- Retraite possible à taux plein à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes et ceux qui exercent un métier pénible ;
- 5^e semaine de congés payés ;
- Indexation du Livret A de Caisse d'Epargne ;
- Congés maternités entièrement payés et portés à 18 semaines...

L'importance de ces mesures sociales — nous en citons huit parmi beaucoup d'autres — est considérable : elles rendront les moyens et la dignité à ceux de nos concitoyens, O.S., personnes âgées, petits épargnants, familles nombreuses, qui connaissent aujourd'hui une situation très difficile.

DES REFORMES FONDAMENTALES

Parallèlement aux mesures sociales indispensables, des réformes profondes devront être entreprises afin de faire face à la crise économique qui sévit dans tous les secteurs. Citons notamment :

- **Nationalisation** des Banques et des 9 groupes prévus depuis 1972 par le Programme commun, et de tout ce qui leur appartient ;
- Une véritable **décentralisation** renforçant les pouvoirs des collectivités locales ; une authentique régionalisation reposant sur une assemblée élue au suffrage universel ;
- Dans **l'agriculture** : prix minima garantis tenant compte des coûts réels de production ; réforme du foncier et lutte contre la spéculation ;
- Pour le **commerce, l'artisanat et les P.M.E.** : mise en place d'une fiscalité plus juste, égalité pour tous du régime de prévoyance sociale ;
- Lutte contre le **chômage** par la relance de la consommation et des investissements, par la création de 500.000 emplois par an en moyenne ; par l'abaissement de l'âge de la retraite et une réglementation sévère des cumuls ;
- réforme de la **fiscalité** dans le sens d'une plus grande justice ; instauration d'un impôt sur les grosses fortunes de plus de 2 millions de francs et sur le capital ; suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité...

OUI ! Une autre politique est possible par l'application du Programme commun de gouvernement, grâce à la Victoire de l'Union de la Gauche.

TOUT SE JOUERA LE 12 MARS

A cette date les Citoyennes et les Citoyens ont rendez-vous avec l'espoir.

L'enjeu est simple et immense :

CHANGER LA VIE.

Si, comme il est permis de le penser, le succès du Parti Socialiste est éclatant au premier tour, le courant pour l'union sera irrésistible et nul ne pourra se mettre en travers. Alors, enfin, le changement sera possible pour que les **jeunes puissent vivre au pays, pour la justice sociale et pour le plein emploi ; pour la liberté et pour la décentralisation ; pour l'indépendance nationale et l'Europe des travailleurs ; pour la Victoire de l'Union de la Gauche.**

POUR UN CHANGEMENT DEMOCRATIQUE,
POUR DES HOMMES ET DES FEMMES RESPONSABLES,
DANS UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE,
VOTEZ,

ANDRÉ LAIGNEL,

Docteur CLAUDE FOURNIER.